

Témoignages sur la colonisation en Cisjordanie occupée

Verveine Angeli, membre de l'association histoire coloniale et postcoloniale, a fait partie d'une délégation de l'Union syndicale Solidaires qui s'est rendue en Cisjordanie du 23 janvier au 2 février 2026. Dans cet article pour histoirecoloniale.net, elle rapporte témoignages et informations collectés sur place sur la violence coloniale extrême – les témoins parlent de *on going Nakba* – que continue à subir ce territoire, sans réaction autre que verbale de la communauté internationale (1).

Le 7 octobre, la guerre génocidaire à Gaza et l'attention portée sur les dizaines de milliers de morts ont en partie masqué la situation dramatique vécue tant en Cisjordanie que par les Palestinien·nes d'Israël, situation qui s'est dégradée dès avant le 7 octobre d'après les personnes rencontrées.

L'extension des colonies, l'agressivité des colons, le soutien qu'y apporte le gouvernement de Netanyahu avec ses ministres d'extrême droite sont de temps en temps évoqués dans la presse. Mais l'ampleur, les conséquences concrètes de ce que les Palestinien·nes rencontré·es nomment en anglais « on going Nakba »** sont largement ignorées. Pourtant en février 2026, de nouvelles mesures étaient prises par le gouvernement israélien afin de faciliter encore l'acquisition des terres par les colons. Entre autres le gouvernement israélien se réserve le droit d'empêcher toute construction palestinienne y compris dans les zones A et B de Cisjordanie*** ; Et les terres non enregistrées au cadastre dans la zone C deviendront propriété publique israélienne et pourront donc être acquises régulièrement par les colons. Si le mouvement est en marche depuis longtemps, la légalisation est toujours une étape supplémentaire****.

Barrages et occupation

Les check-points, instruments de contrôle sont connus mais ils ont été multipliés (jusqu'à mille en Cisjordanie) notamment avec la mise en place de barrières mobiles qui ferment occasionnellement mais fréquemment les routes et villages palestiniens dans les zones enjeux de colonisation. Ces grandes barrières métalliques jaunes ornent un paysage où les mouvements des Palestinien·nes sont restreints parfois de façon absolue, où ils et elles sont contraints d'attendre le bon vouloir de l'armée israélienne pour pouvoir se rendre à leur travail ou effectuer tout autre trajet.

La priorité pour la mobilité est celle des colons. Les barrières sont donc en place en général avant 9H et après 16H pour permettre à ces derniers de se rendre et de revenir de leur travail. Les distances en Palestine occupée sont courtes, il leur est facile de vivre à un endroit et travailler à un autre y compris de l'autre côté du mur. Les conséquences sont en chaîne et la surveillance du territoire est renforcée : Pour les Palestinien·nes, les horaires et même les journées de travail sont aléatoires, les temps de trajet sont multipliés parfois par 4 ou 5, les déplacements fréquemment annulés, tout ceci rendant les conditions de vie insupportables et avec des conséquences qui s'ajoutent à la situation de domination et de délabrement de l'économie palestinienne. Les Palestinien·nes se coordonnent pour être informé·es sur leur smartphone des routes qui sont ouvertes et de celles qui sont fermées mais l'information est utile si les contournements sont possibles, ce qui n'est pas toujours le cas. Dans des villages enfermés, certains depuis deux ans, il est difficile de sortir aussi des maisons tant la pression et le danger sont importants et cela concerne aussi les enfants, tout ceci créant des situations de très forte insécurité.

La route qui remonte au nord, de Ramallah vers Tulkarem et Naplouse est marquée sur les rambardes de drapeaux israéliens tous les 20 mètres des deux côtés et ce sur une cinquantaine de

kilomètres. Les colons et leurs enfants sur le bord de la route sont manifestement chez eux. C'est un lieu d'attaques régulières. Les villages et terres agricoles ne sont pas les seuls à être attaqués, l'état se resserre autour des villes (la fameuse zone A), des bâtiments et voitures dans la zone industrielle d'El Bireh, commune adjacente à Ramallah ont été incendiés sous la protection de l'armée.

Dans la vallée du Jourdain, les expulsions de villages continuent. Les activistes étranger·ères ou Juif·ves israélien·nes ne sont pas épargné·es par les violences. La construction d'églises dans les zones menacées, non plus. Quant aux Palestinien·nes qui viennent soutenir les personnes menacées, les meurtres et la prison sont légions. Et celle-ci est particulièrement dure en ce moment : mauvais traitements, dénutrition, obstacles à l'hygiène, torture*****. Les activistes qui agissent en soutien aux villages filment de façon régulière les scènes de violence des colons et les diffusent sur les réseaux sociaux. B'Tselem (organisation israélienne de défense des droits de l'homme) a pris l'habitude de financer l'équipement des militant·es palestinien·nes de caméras pour aider à documenter ces exactions.

La force des colons c'est aussi d'être faiseurs de gouvernement. Les aléas des alliances pour former les gouvernements en Israël leur donnent une place de plus en plus importante.

Normalisation, destructions, expulsions

La permanence de la colonisation vise aussi sa normalisation. Il en est ainsi de la politique de l'armée israélienne vis à vis des réfugié·es. Les camps mis en place depuis la Nakba en 1948 ont grandi de façon considérable (Jalazone près de Ramallah est ainsi passé de 1000 personnes hébergées sous tentes à 17000 dans des constructions sommaires et denses en dur). De véritables villes, certes très précaires mais des lieux d'organisation, de résistance et de forte expression politique. Les camps font l'objet de jumelage avec des villes de la banlieue parisienne, de projets aidés par des mairies françaises de gauche visant la sécurisation de l'approvisionnement en eau.

Accompagnant sa volonté de remise en cause de l'UNRWA (United nations relief and work agency for palestine refugees in the near east, créée en 1948), accusée à Gaza d'avoir fait travailler des Palestinien·nes du Hamas, le gouvernement d'Israël entend en finir avec les camps de réfugié·es eux mêmes. La clé, symbole de l'exigence palestinienne du droit au retour des réfugié·es est présente partout. Et ces camps constituent pour Israël, le symbole du refus des Palestinien·nes d'accepter leurs conditions de vie en occupation et de renoncer au droit au retour inscrit dans la résolution 194 de l'ONU en 1948.

L'UNRWA est en charge de l'éducation des enfants des camps jusqu'à l'âge de 9 ans et de centres médicaux. L'Autorité palestinienne en faillite n'a aucun moyen de s'y substituer, les fonds de TVA bloqués par Israël ne lui permettent même pas de payer de façon intégrale les personnes travaillant pour l'administration et les services publics. Ainsi, le comité populaire de Jalazone, est très conscient de ce que la disparition de l'UNRWA impliquerait.

Mais il ne suffit pas de retirer à l'UNRWA sa légitimité internationale, ce dont le gouvernement états-unien et certains gouvernements occidentaux se sont faits les complices, son siège à Jerusalem Est a été incendié le 26 janvier 2026. L'ONU a dénoncé à cette occasion la volonté « visant à remettre en cause le statut des réfugiés palestiniens et à effacer leur histoire dans les territoires occupés ». Le centre de santé de Qalandya entre Jerusalem et Ramallah est menacé lui aussi.

Et l'armée israélienne s'occupe de la suite : à Jenine, destructions massives. A Tulkarem de grandes travées faites au bulldozer marquent le camp de Nour Chams à l'entrée sud de la ville. La vision de ces immenses boulevards de gravats fait inévitablement penser à Gaza aujourd'hui (« little Gaza » nous dit-on), pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Les habitants des maisons détruites sans aucune prévention sont aujourd'hui hébergés dans des villages alentour ou dans des écoles. Ils et elles sont

ainsi réfugié·es, deux fois, parfois trois...

Si le caractère de génocide de la guerre à Gaza a été dénoncé, comment qualifier ce qui se passe aujourd'hui en Cisjordanie et à Jerusalem Est ? Il y a bien un nettoyage ethnique renforcé et de grande ampleur où il s'agit de pousser dehors tous Palestinien·nes qu'ils et elles soient de Cisjordanie, de Jerusalem Est, de Gaza. Grand Israël, Israël de la mer au Jourdain, tel est le projet en train de s'accomplir.

« Apartheid colonial regime »

Ceux et celles qui s'appellent Palestinien·nes de 48, qui ont la nationalité israélienne ne sont pas épargné·es dans ce contexte. Ils et elles vivent de longue date les discriminations en particulier sur le logement et la terre et la loi sur l'Etat nation du peuple juif de 2018 a inscrit dans le marbre la sous-citoyenneté qui les constitue et l'apartheid en droit.

Le 22 janvier une grève générale a eu lieu avec une manifestation énorme à Sakhnin, suivie d'une manifestation à Tel Aviv le 31 janvier, pour protester contre l'inaction et la collusion de la police israélienne qui laisse les mafias se développer dans les villes palestiniennes d'Israël, meurtres, racket créant une insécurité majeure et empêchant tout développement d'une activité économique. Les soldats et policiers sont accusés de laisser-faire avec la bénédiction de Ben Gvir, ministre de la sécurité nationale, voire de revendre aux mafieux des armes récupérées sur le Hamas. La poétesse Asmaa Azaizeh dans Médiapart : « Désormais, on laisse ces groupes prospérer, sans enquêter sur leurs crimes, en les laissant intoxiquer nos communautés, de telle sorte que nous avons maintenant, dans les villes palestiniennes à l'intérieur d'Israël, des taux d'homicide proches de ceux de la Colombie ! Il s'agit d'une stratégie délibérée visant à la fois à alimenter le lieu commun selon lequel le peuple palestinien serait intrinsèquement violent et à faire en sorte que nous retournions nos armes et nos rancœurs contre nous-mêmes ». On se remémore ainsi les pratiques de l'armée israélienne et de ses supplétifs palestiniens distribuant l'aide alimentaire en lieu et place des ONG internationales et tirant sur la foule des affamé·es à Gaza.

« No hope, no dream, but this is our land... »

Que dire de l'état d'esprit des personnes rencontrées ? Les militant·es de longue date continuent, « ils n'ont pas le choix », la colère contre la communauté internationale s'exprime très fortement sur la complicité face au génocide à Gaza bien sûr, mais aussi sur la situation de tous·tes les Palestinien·nes. Et la reconnaissance par la France d'Etat palestinien apparaît comme une bien maigre satisfaction. Ils et elles attendent des actes notamment des sanctions contre Israël, et enjoignent de faire pression dans ce sens. Pour les personnes plus jeunes, moins engagées, le désespoir est grand, la situation est vécue comme sans issue et ce sentiment est d'autant plus fort avec la très forte dégradation des conditions de vie mais eux aussi « n'ont pas le choix », « No hope, no dream, but this is our land... ». La demande de solidarité internationale vis à vis de leurs pairs en est d'autant plus forte.

- *La délégation a rencontré les syndicats : des postiers (Palpost), des électriciens, des jardins d'enfants, de l'hôpital privé d'Hébron, des personnels administratifs des hôpitaux de Ramallah, des peintres et plâtriers, du secteur des banques, la fédération palestinienne des journalistes, la Palestinian federation of trade unions, la General federation of independant unions, New unions. Les associations ou ONG : Badil, Al Marsad, Al Haq, Bisan Center, DWRC, Stop the wall. Des personnes des camps de Aida et de Jalazone. En Israël :

B'Tselem, Who profits, le syndicat Koah LaOvdim.

- **Les termes anglais sont ceux utilisés par nos interlocuteur·trices, sachant que c'est la langue qui a été utilisée dans les échanges.
- ***Les zones A, B et C en Cisjordanie ont été définies par les accords d'Oslo. La zone A étant sous direction de l'Autorité palestinienne (18% du territoire, essentiellement les grandes villes), la Zone C sous autorité israélienne (Plus de 60% du territoire) et la zone B dont les camps de réfugié·es, avec des responsabilités pour l'Autorité palestinienne or la sécurité.
- ****Sur les chiffres voir l'article de Jean Stern dans Orient XXI
<https://orientxxi.info/Palestine-A-Naplouse-pour-tenir-il-ne-faut-plus-penser-au-lendemain>
- *****Voir à ce sujet l'article de Mediapart :
<https://www.mediapart.fr/journal/international/150126/viols-tortures-et-privations-dans-ses-prisons-israel-broie-les-ames-et-les-corps-des-palestiniens>